SON MADJLISS ECHOURA S'EST RÉUNI HIER

Le MSP à la croisée des chemins

Onde de choc au MSP. Le parti de Soltani subit de plein fouet le contrecoup de la déroute électorale. Son Madjliss Echoura s'est réuni hier dans une ambiance des plus tendues. C'est l'avenir de la formation politique qui est en jeu. Deux ailes s'y affrontent : les adeptes d'une radicalisation menés par Mokri et les partisans d'une ligne moins radicale prônée par Amar Ghoul.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le parti de Soltani vit sa seconde plus grosse crise après le décès de Mahfoud Nahnah. A peine remis de la scission des proches de Menasra, le MSP doit faire face à une autre tempête.

La participation du parti aux élections dans le cadre de l'Alliance pour une Algérie verte risque d'être fatale pour le parti et son président. Soltani aurait vécu l'annonce des résultats comme une catastrophe. Il a demandé une «trêve» avant de se présenter devant le conseil consultatif. Officiellement, un seul point est à l'ordre du jour : l'évaluation des résultats des élections. Mais difficile d'y croire tant les tensions sont grandes au sein du parti.

Des dissensions avaient déjà vu le jour à l'annonce de l'intention du parti de créer l'Alliance pour une Algérie verte. Beaucoup de militants et de membres influents au sein du MSP n'y voyaient aucun intérêt, arguant que des partis comme Ennahda et El Islah ne pouvaient rien apporter à leur formation.

Des mises en garde qui n'avaient pas été prises en compte par Soltani qui a tenu à mener à bien ce projet sur lequel il tablait pour redorer le blason du MSP. L'annonce des résultats des législatives a sonné la fin des illusions.

L'Alliance pour une Algérie verte n'aura obtenu que 47 sièges, soit tout juste un siège de plus que ce que le MSP avait réalisé seul en 2007. Un argument dont ont usé hier les membres du Madjlis Echoura pour rappeler à Soltani que les conséquences politiques d'une telle aventure risquent d'être lourdes. Le MSP se retrouve à la croisée des chemins.

Photo : Samir Sid

Soltani vit la défaite de l'Alliance comme un échec personnel.

Signe des tiraillements qui secouent la formation politique, le MSP, qui devait, dans un premier temps, signer le communiqué final sanctionnant la réunion tenue mercredi dernier par dix partis formant le front anti-fraude, a fini par se retirer de ladite réunion. Officiellement, le parti a expliqué ce retrait par le souci d'obtenir le ralliement du FFS et du PT à cette initiative.

Un argument qui n'a pas convaincu au regard de la crise que traverse le parti. C'est l'avenir même de Soltani qui est en jeu. Son départ du parti a été évoqué. Il s'était personnellement impliqué dans la bataille électorale, promettant un raz-de-marée des islamistes.

Ses proches expliquent qu'il vit cette défaite comme un échec personnel. Ils évoquent une volonté de Soltani de jeter l'éponge.

Les débats auront été très vifs hier. Sans complaisance, les membres du Madjliss Echoura ont désavoué les choix du premier responsable du parti, lui reprochant d'avoir mené le MSP droit à l'échec.

Le parti fera part aujourd'hui, lors d'une conférence de presse, des conclusions du Madjliss Echoura, les officielles du moins…

N. I.

LE BOYCOTT DE LA NOUVELLE APN EST ENVISAGÉ

Ennahda compte sur la décision populaire

Le boycott de la nouvelle Assemblée populaire nationale issue du scrutin législatif du 10 mai dernier, la formation islamiste d'Ennahda l'envisage.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cette option, le conseil consultatif d'Ennahda, réuni en session extraodinaire depuis hier et convaincu que le vote a été entaché de fraude, devrait l'entériner aujourd'hui. Et cela même si certains membres du conseil, dont le quorum a été atteint, penchaient plutôt vers la participation parlementaire et l'exercice de l'opposition.

Toutefois, cette option est liée aux choix des deux autres formations, El Islah et le Mouvement de la société pour la paix, parties prenantes de l'Alliance de l'Algérie verte et qui a été, affirme-t-on, privée d'au moins 70 sièges. Comme cette option est liée aux desiderata d'autres formations, le FFS, le PT, le Front du changement et le FNA notamment, Ennahda en appelant à une réaction coordonnée et poursuivant leurs contacts cette semaine.

Mais une option fondée dans la mesure où l'on estime à Ennahda que le «pouvoir refuse le changement, qu'il soit acté par des forces laïques, islamistes ou autres», relèvera le chargé de l'information de ce parti, Mohamed Hadibi.

Voire ce scrutin et ses résultats démontrent clairement, selon cette formation, que le pouvoir a opéré un «arrêt du processus électoral de manière intelligente». Soit, explique-t-il, non par le recours aux blindés comme en 1992 mais par l'usage de techniques fraduleuses dont l'inscription multiple des militaires sur les listes électorales.

Or, et au regard de l'«échec» des réformes annoncées et d'une volonté populaire clairement spoliée, l'on estime à Ennahda qu'il reviendra au peuple de décider. C'est au peuple d'imposer sa volonté, certes pacifiquement mais de manière résolue, sinon de continuer à subir la mauvaise gouvernance, la misère et autres errements.

C. B.

MENASRA :

«La Constitution est désomais en danger !»

Le Front du changement (FC) a tenu hier une session extraordinaire de son Madjlis Echoura el watani (conseil national consultatif). A l'ordre du jour, débattre de la plateforme politique rédigée mercredi dernier par les réprésentants d'une dizaine de formations politiques ayant contesté les résultats du tout dernier scrutin, le FC entre autres.

C'est pour coordonner leurs positions et les actions à entreprendre dans l'avenir.

Les élections du 10 mai dernier, avance-t-on, ont débouché sur un «désastre». Et, souligne Bachir Touil, président du conseil national consultatif du FC, à l'ouverture de la session : «Les partis politiques sérieux doivent assumer leurs responsabilités pour faire sortir le pays de l'impasse où ces élections l'ont mené.» Les partis ayant participé à la rédaction de cette plateforme politique, et qui se sont réunis mercredi dernier au siège du Front national algérien (FNA), devront se réunir encore une fois le lundi 21 mai, plutôt pour la siganture du document. «Celui qui signe n'aura pas le droit de se retirer. Ainsi certains partis ont demandé de consulter leurs instances partisanes», a précisé Abdelmadjid Menasra. Ont pris part à cette réunion, faut-il le rappeler, en plus du FNA et du FC, un représentant du parti de Djaballah, le Front de la justice et du développement (FJD), le Front de l'Algérie nouvelle (FAN) d'Ahmed Benabdessalam, le Mouvement El Infitah, le parti Jil Jadid, le Parti des citoyens libres, le parti El Fadjr El Jadid de Tahar Benbaïbèche, le Parti de la liberté et de la justice et le MSP. Une dizaine de partis politiques qui aspirent à l'élargir aux Parti des travailleurs et du FFS. Bref, dans son discours pronnoncé à l'ouverture des travaux de cette session extraordinaire du conseil national consultatif du FN, le président du parti Abdelmadjid Menasra, est revenu sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin et a prédit le pire : «La Constitution est en danger avec cette majorité. Et l'Algérie risque de revenir en arrière. Ainsi, nous devons cordonner nos efforts pour sauver la démocratie.»

Il convient, enfin, de noter que les partis réunis chez Moussa Touati ont convenu de «rejeter les résultats des élections du 10 mai dernier, écrire au président de la République pour l'inviter à ouvrir une enquête sur le déroulement du scrutin, boycotter les plénières de la nouvelle Assemblée populaire nationale et revendiquer la désigantion d'un gouvernement en mesure d'en finir avec les pratiques du pouvoir en place».

L. H.

DISSOLUTION OU PAS DU PLJ DE MOHAMED SAÏD

La décision prise dans 15 jours

La décision de renoncer à l'activité politique partisane, évoquée par Mohamed Saïd, attendra encore quelques jours. C'est le conseil national du PLJ (Parti de la liberté et de la justice), fondé il y a à peine deux mois par le candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2009, qui aura à trancher cette importante question.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le bureau national du parti, réuni ce jeudi en session extraordinaire convoquée par le président, a décidé, au bout de longs débats, de laisser la question à l'appréciation de cette instance souveraine entre deux congrès du parti.

«Les 100 membres du conseil national du parti se réuniront les 1er et 2 juin prochain dans une session extraordinaire en vue de discuter sereinement du devenir du parti suite à la nouvelle donne induite par les résultats des dernières législatives», dira M. Hemissi, membre du bureau national du parti et néanmoins tête de liste au niveau de la capitale. «Il est tout à fait normal que pareille décision liée directement à l'avenir du parti soit remise entre les mains des membres de cette instance», poursuivra notre interlocuteur.

Une nouvelle donne dont Mohamed Saïd dira, lors de sa conférence de presse de dimanche dernier, qu'elle «consacre la fermeture du champ politique national». Il mettra en avant le score astronomique engrangé par l'ex-parti unique, sans, toutefois, s'appesantir sur la fraude évoquée par les autres formations politiques, sur le compte de la volonté du pouvoir au plus haut de son sommet, de se mettre en orbite en prévision du véritable enjeu politique que constitue la présidentielle de 2014. Et les prémices d'une telle issue étaient déjà palpables, dira encore Mohamed Saïd, à travers les déclarations des uns et des autres comme cette comparaison faite par le président de la République du 10 mai au 1er Novembre 1954 ou encore cette autre de Bekhadem quand il affirmait en pleine campagne électorale que «le FLN créera la surprise». Et pour une surprise, c'en est une pour les plus naïfs, nombreux, car pour les observateurs, dont justement le président du PLJ, ce n'en est pas une. «Car constituant plutôt la suite logique à tout le processus des réformes politiques engagé tambour battant depuis une année et dont l'issue est aux antipodes des vertus de davantage de démocratie, de libertés qu'ont lui a prêtées», reconnaîtra-t-il.

Et, d'ailleurs, les réserves quant à l'opportunité de prendre part à cette joute électorale, Mohamed Saïd n'a pas manqué de les évoquer à maintes reprises, loin avant ce rendez-vous législatif. D'où la participation limitée à une trentaine de wilayas seulement, lui qui souhaitait un report de ces élections de 6 mois au minimum à même «de permettre aux nouveaux partis de bien se préparer et d'éviter, ainsi, les inégalités et les disparités d'avec les anciens partis plus pourvus et beaucoup mieux nantis». Et le temps a fini par lui donner raison avec les maigres moissons récoltées par la plupart de ces nouveau-nés avec, notamment, le sien, nul.

Mais c'est plus les perspectives de l'action politique induites par ce scrutin que ce score qui ont fait naître chez Mohamed Saïd et certainement parmi nombre des ses proches collaborateurs, l'idée de dissoudre le parti. Ce que, donc, le conseil national du parti aura à étudier dans quinze jours.

M. K.